

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - A FIN JUILLET 2024 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des sept premiers mois de l'année 2024 s'est déroulée dans un contexte marqué par la faible inflation qui est revenue à +1% en moyenne au premier semestre de l'année 2024, après +7,9% au cours de la même période de l'année 2023. En outre, et en dépit d'une nouvelle année agricole défavorable, l'activité économique poursuit son affermissement, tirée notamment par la reprise du secteur secondaire, en particulier le BTP, l'énergie et les industries extractives, et par le dynamisme continu des services.

Dans ces conditions, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un déficit budgétaire de 40,1 MM.DH, contre 29,3 MM.DH un an auparavant. Cette évolution reflète une progression des dépenses (+26,6 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+15,8 MM.DH).

RECETTES

Amélioration des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 58,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF) et une hausse de 15,8 MM.DH (+8,7%) comparativement à fin juillet 2023.

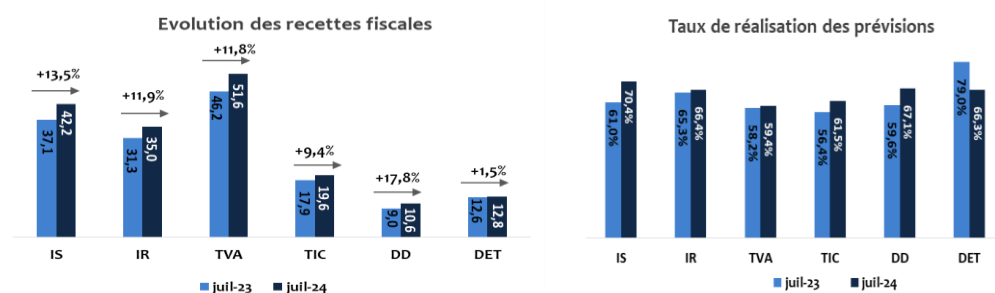
Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 64,3% et une progression soutenue de 18 MM.DH (+11,6%). Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont chiffrés à 11,5 MM.DH contre 8,5 MM.DH à fin juillet 2023.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- **IS** : taux de réalisation de 70,4% et progression de 5 MM.DH (+13,5%), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH) et des deux premiers acomptes (+1,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les produits des actions, les rémunérations allouées à des tiers et les placements à revenu fixe (+1,3 MM.DH) ;
- **IR** : taux de réalisation de 66,4% et hausse de 3,7 MM.DH (+11,9%), reflétant essentiellement une amélioration des recettes générées par l'IR sur les salaires (+1,2 MM.DH) et sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH), ainsi que l'IR retenu à la

source sur les produits de placements à revenu fixe, les profits de cession de valeurs mobilières et l'IR sur les professionnels (+0,8 MM.DH).

- **TVA** : taux de réalisation de 59,4%. Ces recettes ont progressé de 5,4 MM.DH, grâce au produit aussi bien de la TVA à l'intérieur (+2,7 MM.DH soit +17,3% traduisant à la fois la reprise de la consommation et l'impact des mesures introduites par la LF 2024) que de la TVA à l'importation (+2,7 MM.DH soit +9% en lien avec la reprise des importations) ;
- **Taxes intérieures de consommation** : taux de réalisation de 61,5% et hausse de 1,7 MM.DH (+9,4%), attribuable principalement à une amélioration des TIC sur les produits énergétiques (+1 MM.DH, +10,7%) et sur les tabacs (+0,4 MM.DH, +5,4%) ;
- **Droits de douane** : taux de réalisation de 67,1% et hausse de 1,6 MM.DH (+17,8%) ;
- **Droits d'enregistrement et de timbre** : taux de réalisation de 66,3% et progression de 0,2 MM.DH (+1,5%), grâce à la hausse de la TSAV (+110 M.DH) et de la taxe sur les contrats d'assurance (+95 M.DH).



... et baisse des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, établies à 21,4 MM.DH contre 24 MM.DH à fin juillet 2023. Elles comprennent :

- 7 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants ;
- 5,1 MM.DH au titre des recettes en provenance des établissements et entreprises publics (EEP), dont 2,6 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie ; et
- 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'Etat.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires...

Les dépenses ordinaires ont atteint un montant de 188,7 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 61,5% et une hausse de 16,3 MM.DH par rapport à fin juillet 2023. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 17,6 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de 1,4 MM.DH. Quant aux intérêts de la dette, ils se sont situés quasiment au même niveau enregistré à fin juillet 2023.

L'exécution des dépenses des biens et services est marquée par un taux de réalisation de 57,7% pour les dépenses de personnel et 62,1% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services », en augmentation de 4,6 MM.DH et 13 MM.DH, respectivement par rapport à fin juillet 2023.

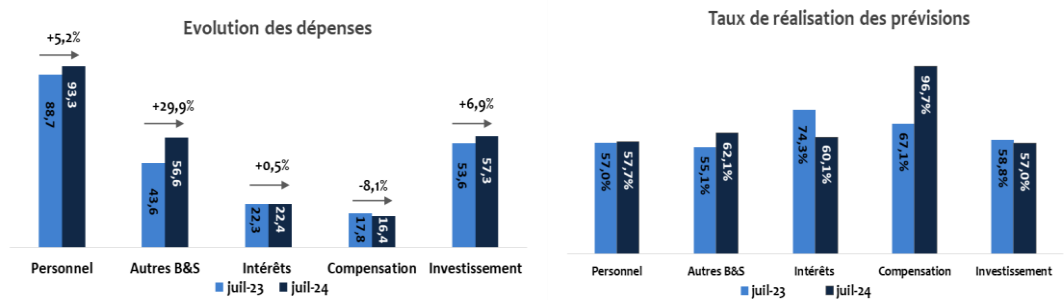
Les intérêts de la dette ont, pour leur part, affiché un taux de réalisation de 60,1%. Leur quasi-stabilité recouvre une hausse des intérêts de la dette extérieure (+2 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-1,9 MM.DH).

Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de 96,7%. Elles ont affiché, par rapport à fin juillet 2023, une baisse de 1,4 MM.DH provenant du gaz butane (9,4 MM.DH, en recul de 1 MM.DH), de la farine nationale de blé tendre

(1,4 MM.DH et -1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,6 MM.DH pour ressortir à 4 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH, contre 1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir de 20 mai 2024 et a porté sur une réduction de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et 10 DH pour la bonbonne de 12 kg.

Ces évolutions des recettes et des dépenses se sont traduites par un solde ordinaire excédentaire de 9,4 MM.DH, contre 9,9 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 57,3 MM.DH, en hausse de 3,7 MM.DH par rapport à fin juillet 2023. Comparativement aux prévisions de la LF 2024, leur taux de réalisation s'est élevé à 57%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +7,8 MM.DH, contre +14,4 MM.DH à fin juillet 2023.

FINANCEMENT

Des financements mobilisés principalement sur le marché domestique

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 7,2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de 47,3 MM.DH contre 32,2 MM.DH un an auparavant.

Les mobilisations nettes se sont élevées à 47,5 MM.DH sur le marché domestique et 4,7 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 139,7 MM.DH et des remboursements en principal pour 92,3 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de 21,3 MM.DH et des amortissements de 16,6 MM.DH.

En M.DH

	Juillet	Loi de finances	Juillet	Juillet 2024 / Juillet 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	182 327	339 499	198 106	8,7%	15 779	58,4%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	182 327	334 499	196 406	7,7%	14 079	58,7%
Recettes fiscales	156 058	270 797	174 107	11,6%	18 049	64,3%
- Impôts directs	70 417	116 942	79 550	13,0%	9 133	68,0%
- Impôts indirects	64 087	118 851	71 221	11,1%	7 134	59,9%
- Droits de douane	8 959	15 728	10 552	17,8%	1 593	67,1%
- Enregistrement et timbre	12 595	19 276	12 784	1,5%	189	66,3%
Recettes non fiscales	23 973	65 253	21 369	-10,9%	-2 604	32,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	7 743	19 480	5 124	-33,8%	-2 619	26,3%
- Autres recettes	16 230	40 773	14 545	-10,4%	-1 685	35,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	2 296	3 450	2 630	14,5%	334	76,2%
- Fonds de soutien des prix	210	600	245	16,7%	35	40,8%
- Fonds spécial routier	2 086	2 850	2 385	14,3%	299	83,7%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	211 611	401 462	238 214	12,6%	26 602	59,3%
DEPENSES ORDINAIRES	172 398	307 031	188 712	9,5%	16 314	61,5%
Biens et services	132 297	252 845	149 945	13,3%	17 648	59,3%
Personnel	88 712	161 623	93 324	5,2%	4 612	57,7%
Autres biens et services	43 585	91 221	56 621	29,9%	13 036	62,1%
Dettes publiques (1)	22 259	37 229	22 366	0,5%	107	60,1%
Intérieure	17 973	26 975	16 110	-10,4%	-1 863	59,7%
Extérieure	4 286	10 254	6 256	46,0%	1 970	61,0%
Compensation (2)	17 842	16 957	16 402	-8,1%	-1 440	96,7%
SOLDE ORDINAIRE	9 929	32 469	9 393	-5,4%	-535	28,9%
INVESTISSEMENT	53 598	100 431	57 288	6,9%	3 690	57,0%
dont Fonds spécial routier	1 501	2 850	1 370			48,1%
SOLDE DES CST (3)	14 385	6 000	7 786	-45,9%	-6 599	129,8%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-29 285	-61 962	-40 108	37,0%	-10 824	64,7%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-2 957		-7 216		-4 259	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-32 242	-61 962	-47 324	46,8%	-15 082	76,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	-467	10 831	42 635		43 101	393,6%
Endettement intérieur	44 630		47 459		2 829	
Autres opérations	-45 097		-4 824		40 273	
FINANCEMENT EXTERIEUR	32 708	51 131	4 689		-28 019	9,2%
Tirages	38 833	70 000	21 315		-17 518	30,4%
Amortissements	-6 125	-18 869	-16 626		-10 501	88,1%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Juillet	Loi de finances	Juillet	Juillet 2024 / Juillet 2023		Taux de réalisation
	2023	2024	2024	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	156 058	270 797	174 107	11,6%	18 049	64,3%
Impôts directs	70 417	116 942	79 550	13,0%	9 133	68,0%
Impôt sur les sociétés (I.S)	37 128	59 918	42 153	13,5%	5 025	70,4%
Impôt sur le revenu (I.R)	31 304	52 739	35 034	11,9%	3 730	66,4%
Autres impôts directs	1 985	4 286	2 363	19,0%	378	55,1%
Impôts indirects	64 087	118 851	71 221	11,1%	7 134	59,9%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	46 150	86 911	51 593	11,8%	5 442	59,4%
(Intérieure)	15 548	29 403	18 244	17,3%	2 696	62,0%
(Importation)	30 602	57 508	33 349	9,0%	2 746	58,0%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	17 937	31 940	19 628	9,4%	1 691	61,5%
(Tabacs)	7 120	12 500	7 507	5,4%	387	60,1%
(Produits énergétiques)	9 276	16 640	10 268	10,7%	992	61,7%
(Autres)	1 541	2 800	1 853	20,3%	312	66,2%
Droits de douane (D.D)	8 959	15 728	10 552	17,8%	1 593	67,1%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	12 595	19 276	12 784	1,5%	189	66,3%
RECETTES NON FISCALES	23 973	65 253	21 369	-10,9%	-2 604	32,7%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	7 743	19 480	5 124	-33,8%	-2 619	26,3%
- Autres recettes	16 230	40 773	14 545	-10,4%	-1 685	35,7%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	1 700	-	1 700	34,0%
Recettes de certains CST	2 296	3 450	2 630	14,5%	334	76,2%
Fonds de soutien des prix	210	600	245	16,7%	35	40,8%
Fonds spécial routier	2 086	2 850	2 385	14,3%	299	83,7%
RECETTES ORDINAIRES	182 327	339 499	198 106	8,7%	15 779	58,4%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	182 327	334 499	196 406	7,7%	14 079	58,7%